

# André Flahaut

## «Les Flamands nous font sentir qu'on est minoritaires»

### INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

**A**ndré Flahaut est à pied d'œuvre. Au calme dans son nouveau cabinet ministériel bruxellois, il découvre les dossiers. Comme ministre du Budget de la Communauté française, il va devoir veiller aux économies. L'ancien président de la Chambre en profite pour décocher quelques flèches en direction du MR et de la N-VA. Il se dit inquiet pour les Francophones.

**Votre arrivée comme ministre du Budget et de la Fonction publique à la Communauté française, est-ce une solution de repli suite à la perte de votre siège de président de la Chambre et la probable opposition du PS au Fédéral?**

Je n'ai pas perdu ce siège. J'ai retiré ma candidature pour la présidence de la Chambre. L'acte que j'ai posé est un acte politique de valeur. Je ne souhaitais pas que la présidence de la Chambre échappe à un candidat issu d'un parti qui défend l'institution de la Chambre. Je ne pouvais pas accepter de voir arriver dans une démonstration de force quelqu'un d'un parti (André Flahaut vise la N-VA, ndlr) qui continue à avoir dans ses statuts la fin de la Belgique. En retirant ma candidature et en faisant en sorte qu'on soutienne Patrick Dewael (Open Vld), j'ai posé un acte important. Benoît Lutgen, le président du cdH, a donné un premier stop en refusant de former un gouvernement avec la N-VA. Le deuxième stop donné est l'acte que j'ai posé. Il est clair que la présentation par la N-VA d'un candidat à la présidence de la Chambre était destinée à connaître celles et ceux du Parlement qui allaient les soutenir. Cela préfigurait la coalition kamikaze. Je me refuse de l'appeler suédoise.

**Kamikaze, ce mot n'a-t-il pas une connotation négative?**

C'est la meilleure qualification que l'on peut donner à l'engagement que prendront certains francophones dans un gouvernement de ce type. On est aujourd'hui à l'anniversaire de Nagasaki. On sait que les kamikazes n'ont pas apporté grand-chose.

**Vous avez toujours du mal à accepter que votre parti soit jeté dans l'opposition au Fédéral?**

En fin de législature, l'ensemble des partis de la majorité avaient la volonté de poursuivre la tripartite. Le grossissement de la N-VA s'est fait en absorbant les sièges du Vlaams Belang. Les partis flamands n'ont donc pas perdu. Côté francophone, la situation serait très différente si le parti socialiste n'avait pas perdu trois sièges. Mais quand un parti comme le CD&V vous dit qu'on ne peut pas laisser 30% de l'électorat flamand sur le banc de touche et qu'on considère normal de laisser 30% de l'électorat francophone sur le côté, il y a quelque chose d'illogique... Pour quoi ce qui n'est pas bon pour la Flandre devrait être bon pour la Wallonie? Je reprends l'exemple de la présidence de la Chambre. Pourquoi ne pas avoir laissé le président de la Chambre continuer sa tâche en attendant l'arrivée d'un gouvernement? Parce qu'il était francophone. Quand il s'agit d'un flamand, on le laisse poursuivre la présidence. Aujourd'hui, les deux assemblées sont présidées par des néerlandophones. C'est symbolique. On est dans une démarche de minorisation. Les Flamands nous font sentir qu'on est la minorité. Le reste, c'est de la couillonnade.

**Le MR dit avoir des garanties pour défendre les intérêts francophones**

C'est de la blague! Quand le MR dit qu'il aura un droit de veto sur les dossiers des autres, c'est de la blague. Les Flamands auront également un droit de veto sur les dossiers. Dire aussi que les francophones auront trois vice-premiers ministres dans le kern, c'est de la blague. Le kern n'existe d'ailleurs pas. Quant à l'idée originale de faire tourner les Premiers ministres, c'est impossible. Cela a déjà été très dur de faire accepter un Premier ministre francophone pendant 2,5 ans. C'est de la folie cette histoire...

**Vous ne croyez pas le MR capable de défendre la cause francophone**

Ce gouvernement va être déséquilibré et cela va pénaliser la minorité. On fait déjà sentir aux Wallons et aux francophones que nous sommes minoritaires. Les mesures qui seront prises sont inspirées d'une culture du Nord qui est différente de la culture du Sud. Le mé-

pris n'est jamais bon. La lecture de Benoît Lutgen est exacte. Le loup N-VA ne s'est pas transformé en agneaux. Ce loup, c'est un peu comme le scorpion qui traverse le fleuve sur le dos de la tortue et qui, au milieu du fleuve, pique la tortue pour la faire crever. Quand la tortue se retourne pour lui demander pourquoi il a fait cela, le scorpion lui dit: c'est plus fort que moi.

**Que pensez-vous de la possibilité de voir arriver dans le gouvernement une personne issue de la société civile comme l'économiste Étienne de Callataÿ?**

J'entends effectivement aujourd'hui qu'on pourrait aller chercher un type (Étienne de Callataÿ, NDLR) qui a travaillé déjà sous Dehaene. Cela me fait rire d'entendre ces gens que l'on sort d'anciens bureaux de banque ou de bureaux d'études et qu'on qualifie de faiseurs d'opinions. C'est la négation du personnel politique. Entendre cette personne dire qu'elle ferait cela avec grand plaisir et avec beaucoup d'intérêt, cela me fait bondir. Juge-t-on que le personnel politique qui a eu le courage d'aller devant les électeurs n'est pas capable de prendre ses responsabilités?

Le MR n'est-il plus capable de trouver dans ses écuries des gens qui prennent leurs responsabilités? J'oubliais, il faut des bons bilingues...

**Pour revenir à vos nouvelles fonctions, est-ce un repli?**

Ce n'est pas une mesure de rétrogradation. Cela fait 41 ans que je fais de la politique au niveau du parti socialiste. Je suis passé par beaucoup d'étapes: du centre d'étude du parti à la présidence de la Chambre. J'arrive aujourd'hui à la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est un peu comme les lasagnes. Chaque tranche m'a apporté une expérience supplémentaire. De 1995 à 1999, j'ai déjà été ministre de la Fonction publique au Fédéral. J'ai très vite remarqué que c'est un département de transversalité. C'est la même chose pour le budget. Ce sont des matières stratégiques. Je suis quelqu'un qui va devoir travailler avec l'ensemble des ministres. Il va falloir faire jouer les synergies et décloisonner certaines choses pour atteindre les objectifs. J'ai une façon particulière de travailler. Je ne prends pas de vacances. Cela me permet de

plonger immédiatement dans la matière et de préparer mes dossiers avant la rentrée. Cela me permet surtout de le faire d'une façon originale en allant sur le terrain. C'est très intéressant. J'ai déjà commencé. J'ai vu les responsables du budget et des bâtiments. J'ai déjà rencontré deux syndicats de l'enseignement... J'ai vu les responsables des finances.

**Trouvez-vous que les ministres ont tendance à rester dans une tour d'ivoire?**

Oui, c'est clair. Ce qui est étonnant à constater c'est l'étonnement des membres de l'administration qui ne sont pas habitués à ce genre de relation. Je précise les règles du jeu dès le départ. Vous n'aurez jamais de problème avec moi si vous respectez un accord. Je ne suis pas non plus de ceux qui pénaliseront les gens qui prennent des initiatives. Si je suis informé, je couvrirai toujours. Par contre, si une initiative est prise dans mon dos, je peux être impitoyable et il y en a certains qui s'en souviennent. Si chacun respecte son rôle, il n'y aura pas de problème.

**L'essentiel du budget de la Communauté française est alloué aux salaires, en particulier à ceux des enseignants. Peut-on économiser 140 millions en 2015 sans toucher à l'emploi?**

Il faut trouver 140 millions en 2015. Nous nous trouvons devant une situation qui imposera des efforts. Chaque ministre va avoir le souci de relire son budget et les mesures imposées par les négociateurs. Je ne vais pas aller plus loin dans les détails au niveau des mesures à prendre. Il y a cependant certaines annonces faites sous le précédent gouvernement pour lesquelles je me demande si on sera prêt. Je ne suis pas certain qu'on arrivera à garantir les multiples tranches pour les bâtiments scolaires.

Il faut s'interroger sur certaines politiques d'investissement d'organismes publiques à un moment où cela risque d'être comptabilisé dans les comptes de la Communauté. Il faudra aussi sensibiliser les universités. Les investissements dans les universités et l'en-

seignement supérieur vont impacter notre comptabilité.

**Vous demandez aux universités de postposer leurs investissements?**

Chaque organisme public et chaque pouvoir qui reçoit des moyens de la part de la Communauté va devoir se demander si certains investissements peuvent patienter. Je pense notamment à des investissements en termes de briques.

**Cette rigueur risqué-t-elle de remettre en question les nouvelles places annoncées dans les écoles et dans les crèches?**

Ces objectifs seront poursuivis. Mais faut-il le faire tout de suite? Il faut peut-être revoir certaines choses. J'ai été un des opposants de l'école de Perwez. Ce n'est pas là qu'il fallait faire cette école. Il faut honorer cette décision. Mais pour les dossiers pour lesquels il est encore temps, il est bon de s'interroger. Certaines promesses ne pourront pas être honorées, notamment dans le domaine des sports.